

Ce n'était pas nécessairement prévu dans son plan de carrière, mais après que son nom a été plébiscité par 7 des 9 régionales du mouvement, le Namurois Guillaume Lohest a été choisi pour présider les Equipes populaires. Il assurera la cohésion globale du mouvement et représentera celui-ci à l'extérieur, notamment en tant que porte-parole politique. Nous en avons profité pour lui poser quelques questions sur sa vision personnelle des Equipes populaires, de l'éducation permanente et... du monde en général.



A l'instant où l'on parle, comment décrirais-tu les Equipes populaires, que ce soit en termes d'actions, d'axes de travail, voire de vision du futur ?

Aux Equipes, on n'a pas de sujet central de travail. Chez nous, l'éducation permanente est en quelque sorte la finalité-même du mouvement. Ce qui est important, c'est l'existence du groupe et l'interaction des points de vue au sein de celui-ci. La dernière décennie a été marquée dans le mouvement par un grand renouvellement des publics suite au décret de 2003. Maintenant, il y a une très grande diversité de groupes, de projets et de modes de fonctionnements. On a développé une culture du partenariat avec les CPAS, les maisons de quartier, tout en veillant à garder une certaine liberté d'action. Pour le moment, on a des groupes qui font du théâtre-action, d'autres qui portent des revendications sur le logement, d'autres encore qui se penchent sur des questions de consommation quotidienne ou sur la thématique de la transition. Pour le futur, c'est une conviction personnelle qui doit

encore être dialoguée dans le mouvement, je crois qu'on est une société qui bascule dans une nouvelle époque, avec trois enjeux fondamentaux où il est important de faire vivre les débats par les gens et pour les gens : la démocratie, l'écologie et le numérique. Si on ne prend pas le bon wagon, on risque de faire face à des décisions centralisées, technocratiques, bureaucratiques. On doit partir au maximum de ce qui touche les gens - y compris leur ras-le-bol - mais sans verser dans la démagogie ou le populisme. Respecter la base, le terrain, ce n'est pas aller exclusivement dans son sens. A l'ère du développement du complotisme, on doit pouvoir se mettre d'accord sur ce qui est vrai de ce qui ne l'est pas et ne pas transiger avec la vérité. C'est un exercice d'équilibriste, mais c'est à mon avis central pour la décennie à venir.

Comment situes-tu les Equipes Populaires au sein du MOC ?

On est à la fois dedans et indépendant. Le MOC est une sorte d'écosystème. Naturellement, nos partenariats se font surtout avec Vie féminine et les CIEP Locaux. Au niveau global, je pense que le MOC est plus que la somme de ces composantes. Je le vois comme une sorte de mini-société, confrontée à beaucoup d'enjeux,

parfois contradictoires entre composantes du mouvement. C'est une chance parce que de ce fait, c'est une sorte de mini-laboratoire d'où sortent des propositions qui ont déjà intégré une partie de tensions qui traversent la société d'aujourd'hui. Ce dialogue entre les composantes du MOC permet d'aboutir à quelque chose d'assez riche. Mais on doit encore travailler cet aspect selon moi.

Est-ce que l'éducation permanente ne doit pas se réinventer ?

Et si oui, comment, au regard des nouveaux lieux et des nouvelles formes de militance qui ont émergé ces dernières années ?

Je ne crois pas qu'on peut se positionner théoriquement face au phénomène en disant « il faut faire ceci ou ceci ». Ça ne marcherait pas. Je pense qu'on doit vivre ces différentes formes de militance et les laisser co-évoluer entre elles. C'est un peu ce qu'on fait aux EP où de la militance « à l'ancienne » côtoie de la désobéissance civile. Je crois que chaque mode de militance a sa pertinence et peut interpeller les autres. Ce ne serait pas utile de se mettre d'accord sur la « bonne » façon de militer, même si c'est parfois difficile de rassembler sur

le terrain. On doit plutôt veiller à ce qu'il y ait des points de rencontre, de dialogue en évitant de fonctionner en silo. Aux EP, on organise depuis quelques années des « rencontres citoyennes » pour faire se rencontrer les publics des Equipes qui sinon ne se croisent pas, afin de faire s'entrecroiser les manières de militer. A titre personnel, je suis assez par la pensée de Miguel Benasayag, un philosophe argentin qui pense qu'il faut sortir de la militance ancienne qui vise un idéal à atteindre avec tout ce que cela peut avoir de messianique, de propa-

Dans son livre « Sortir de l'impasse politique », Geoffrey de Lagasnerie déplore le fait que la gauche est depuis quelques temps toujours en réaction et qu'elle n'impose plus son agenda au politique.

Es-tu d'accord avec lui et si oui, sur quels terrains est-ce qu'on devrait/pourrait emmener le pouvoir aujourd'hui ?

Je n'ai pas lu son livre, donc c'est difficile de réagir. Mais je partage le constat qu'il y a aujourd'hui des mouvements sociaux sur la défensive qui essaient d'éviter qu'on détricote les acquis. Par contre, je ne suis pas convaincu par la vision ingénieriale du progrès social qui voudrait qu'on a un plan monté à l'avance, qui docte où on va. J'ai l'impression que ça fonctionne plutôt par une sorte de composition entre l'imaginaire culturel, les opportunités du moment et des basculements qui se font sans qu'on s'y attende. J'ai l'impression que ce coup d'avance doit surtout se situer dans l'imaginaire culturel. Au plus on aura été actifs dans ce champ des idées, au plus quand il y aura un basculement, on aura des chances qu'il aille dans le sens qu'on souhaite.

Au niveau des terrains où on pourrait être, j'ai l'impression que pour débloquer le moteur des mouvements sociaux, il faut absolument réduire les inégalités et, donc, se pencher sur le levier des injustices fiscales. J'ai l'impression que les idées, on les a, mais qu'on manque peut-être d'un ordre des

choses à faire. Tout s'entrechoque, on mène tout de front. Je me demande si on ne devrait pas plutôt se concentrer sur la justice fiscale pour tenter de l'imposer en faisant une grande coalition. A partir de là, en donnant le sentiment à la population qu'on prend à bras le corps la question des inégalités, on aurait plus de cohésion et donc peut-être plus de facilité à avancer dans d'autres secteurs. Maintenant, il faut aussi que le monde politique comprenne l'importance de lutter contre les inégalités. On peut faire une part du chemin, mais pas l'autre. Je crois que la situation actuelle montre que le politique peut plus que ce qu'on ne croyait. On le voyait avec une marge réduite par rapport au monde de la finance, aux grands acteurs économiques. On voit que dans une situation d'urgence, ils n'ont pas hésité à mettre à l'arrêt des pans entiers du secteur économique. Ça montre qu'il y a un espace pour agir. Ça a aussi mis en lumière l'utilité des services publics et qu'on peut faire beaucoup de choses en s'affirmant simplement comme pouvoir public qui décide. Or, on sait qu'on va

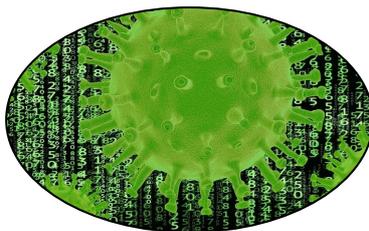
Quel bilan tires-tu à chaud de ce qu'on vit depuis presque un an ?

Aux Equipes populaires, on est aussi un peu le nez dans le guidon. La question qu'on se pose, c'est comment on va recommencer, re-rassembler ? Est-ce que les publics avec lesquels on travaillait sont toujours là, est-ce qu'ils vont se remettre en route dans des projets qui ont été mis en pause pendant un an ? Mais c'est sûr que l'épisode covid a remué tout le monde et qu'il y a une attente de sens plus grande qu'avant la crise. Les gens comprendront sans doute mieux ce qu'on leur veut avec des grandes questions politiques parce qu'ils auront vu à quel point elles se sont imposées et à quel point elles

ont impact sur le concret de l'existence. Mais lucidement, il faut aussi reconnaître que cela a sans doute ré-augmenté le manque de confiance que les gens ont envers le politique et les institutions. J'ai l'impression que le monde scientifique était épargné par la méfiance. Avec le covid, même les données médicales deviennent sujet à des débats style « café du commerce ». Donc, pour partir de ces indignations, ces colères sans que ça ne verse dans une sorte de trumpisme, le rôle des associations d'EP est encore plus important.

Tu as vu « Ceci n'est pas un complot » ? Si oui, qu'est-ce que tu en penses ?

Ca n'engage que moi, mais en résumé, je trouve que c'est du complotisme de qualité. J'avais relayé sur facebook l'avis d'un médecin dont je rejoignais très fort le point de vue : il y a beaucoup de dysfonctionnements, d'injustices, de choix à interroger au niveau du monde politique et des médias. Mais ça n'a aucun sens de le faire de façon globale en prenant un groupe et en jetant la suspicion sur l'ensemble d'une profession ou d'un milieu. Je préfère une approche journalistique qui va sur des faits, des choses précises et concrètes et sourcées, critiquer et proposer d'autres choses. Mais la suspicion globale qui est alimentée par ce documentaire qui est d'une qualité supérieure à celle d'autres films comme Hold-up, ça ne rend pas service parce que les gens qui sont dans le flou, dans la révolte, en colère, ça les aide à décomplexer une vision du



monde qui oppose des groupes homogènes alors que ce n'est pas la réalité. Il y a plein de tensions dans le milieu politique et dans les médias ! Faire des blocs, c'est prendre des libertés avec le réel. Mais ça a tellement bousculé les choses que la RTBF qui a cru bon de réagir et de faire une forme d'auto-critique, c'est un petit effet sain quand même sain de cette vidéo. Même nous, on peut se demander comment un film comme ça ramasse des adhérents par centaines de milliers, alors qu'on rame pour attirer du monde. On doit se demander comment capter la colère et le ras-le-bol des gens. Mais nous, on ne peut pas se contenter de faire des insinuations. Il y a peut-être moyen de partir de ça pour aller vers les gens qui ont été séduits en déconstruisant patiemment et en se rejoignant sur certaines questions et en étant franc sur les autres.

Tu connais la fameuse formule de Gramsci sur les monstres qui surgissent dans le clair-obscur du passage entre deux mondes... Notre époque est-elle plus tourmentée que d'autres ?

Je pense que oui. Je pense qu'on est dans une décennie de ruptures 2020-2030 qui, d'après certains auteurs pourraient être au moins équivalente à la Renaissance ou du passage à la sédentarité, voire quelque chose de plus énorme que ça. Si on ne prend que la vitesse du réchauffement climatique et l'extinction de la

biodiversité qui font consensus parmi les spécialistes, ces deux choses-là sont déjà arrivées dans l'histoire de la planète, mais jamais dans l'histoire de l'Humanité. On n'a jamais dû faire face à ça. On est dans un basculement, c'est sûr.

Trump, les migrants, les pro et les anti-vax... il y a pas mal de fractures à notre époque qui reposent en plus sur des croyances et pas sur des valeurs. Comment est-ce qu'on va dépasser ça, dépasser cette « lutte des opinions » ?

C'est ce que Christian Salmon évoque dans un de ses derniers livres qui s'appelle « l'ère du clash ». C'est le phénomène de bulle créé par les réseaux sociaux. Chacun est dans sa bulle de croyances et sous une forme de communication, d'affrontement en peu de nuances, en peu de mots... ma croyance contre la tienne et ça explose. Dans l'éducation permanente, on vient d'une tradition plus lente, plus nuancée, où on construit et déconstruit, où on argumente. Mais en même temps, je ne fais pas partie de celles et ceux qui trouvent que les réseaux sociaux ça ne sert à rien et qu'il faut les désertier. Si on abandonne ce terrain-là, on laisse le champ libre à l'extrême-droite ou à des

mouvements qui vont augmenter le nombre de croyances. A minima, ce qu'on peut continuer à faire sur les réseaux sociaux, c'est montrer qu'il existe d'autres visions. Partir, ce serait risquer de voir encore ce phénomène de « bulles » augmenter. Comment mener la bataille dans l'espace tel qu'il est, avec ses caractéristiques qui renforcent les clivages ? Il ne faut en tout cas pas se limiter à cela. Il faut continuer à créer du lien en faisant se rencontrer les gens révoltés indignés,... Maintenant je n'ai pas de recette toute faite pour que la démocratie culturelle et l'éducation permanente puissent relever ce défi.

Toi qui as écrit un ouvrage sur la démocratie et le populisme, quel regard est-ce que tu jettes sur ce qui se passe depuis quelques temps, ce mouvement de la constitution

Une nouvelle fois, je m'exprime à titre personnel. C'est intéressant et ça a sa place dans l'expérimentation de renouvellement de dispositifs qui sont restés rigides depuis la révolution française. Mais j'avoue que j'ai quand même un doute énorme à cet endroit. Pierre Rosanvallon a eu une formule qui moi me marque assez fort en disant que la démocratie n'est pas seulement un régime de décision ou de délibération, mais que c'est aussi une forme de société, la société des égaux en droits et en possibilité de réaliser ces droits. J'ai l'impression que cette multiplication d'assemblées, de panels, de tirages au sort, c'est un peu remuer des moulins à vent. C'est très compliqué et énergivore et j'ai l'impression qu'on n'aboutit pas spécialement à des décisions ou à des mesures différentes quand on fait ces choses-là. On leur donne juste un peu plus de légitimité. J'invoquerai aussi le concept d'effondrement des sociétés complexes développé par Tainter. Il a montré que quand, suivant leur évolution naturelle, les sociétés accumulent trop de complexité pour coller au plus près des situations, des injustices, des droits, ça coûte trop cher en énergie, matériellement, et ça amène les sociétés à s'effondrer. Donc, je ne suis pas sûr qu'on a les moyens de développer l'ultra-complication. Mais je ne suis pas contre, j'ai un doute sur le fait que ce soit ça qui soit décisif. Mais par contre, si on prend la démocratie comme une forme de société des égaux, j'ai l'impression qu'on l'améliorera beaucoup plus

directement et efficacement si simplement on réduit les écarts de richesses et d'accès aux ressources, aux droits. Pour moi, c'est un raccourci beaucoup plus simple d'améliorer la forme de société et pas de tout concentrer sur les processus de choix, de votes, de délibération,... Je crois que, mécaniquement, on gagnerait à voir la démocratie comme une forme de société.



Son parcours

Après des études de littérature romane, Guillaume a été pendant un an et demi permanent à l'AG des étudiant·e·s à Louvain-la-Neuve, un rôle de représentation qui avait déjà une portée politique. Après un passage par le monde académique (professeur de français et d'espagnol), il a travaillé à Nature et Progrès où il était chargé de collecter auprès des bénévoles des savoirs pratiques pour les consigner dans des livres à destination du grand public. Là, il a découvert l'éducation permanente, ce qui l'a amené dans les rangs des Équipes Populaires.

Un parcours varié avec comme liant, qu'il est toujours question de sens, de mots, de culture. Il est en outre question de lier des expressions qui remontent du terrain avec les valeurs du mouvement.

A titre personnel, tu avais commencé à te produire avec Matthieu Peltier dans un spectacle intitulé « *L'écologie quand il est trop tard. Penser à bord du Titanic* ». Pourquoi est-ce qu'on n'arrive pas à se saisir collectivement de cet enjeu à hauteur de l'attention qu'il mérite ? Quels changements sociétaux est-ce que cela nécessiterait d'après toi et quel rôle ont les Equipes populaires et le MOC à jouer dans le cadre du défi écologique ?

On a appelé ça un confestacle – mélange de la conférence et du spectacle. On voulait montrer qu'on n'est vraiment nulle part et que ça n'a plus aucun sens de dire « il faut rester positif parce qu'il y a des choses qui bougent ». On n'a pas avancé d'un pouce, que du contraire, en termes d'émission de carbone par exemple. On voulait poser ça sur la table et tirer le fil de manière logique, pas seulement selon nos affinités ou ce qu'on a l'impression qu'on doit dire ou ce que les mouvements sociaux disent. Ça nous a amené à deux choses : d'abord, qu'il faut sans doute démocratiser le débat sur l'ampleur des catastrophes, c'est-à-dire ne plus protéger les gens du constat catastrophique. Ils ont une conscience latente du fait que c'est très grave, il faut les rejoindre là-dessus. C'est plus pertinent que de les maintenir dans une illusion. Il faut que dans les familles, les associations, les quartiers, il n'y ait plus de peur d'aborder ces questions d'effondrement et d'urgence absolue. On est aussi venu avec l'idée des contraintes. En théorie, on ne militerait jamais pour des contraintes, alors que c'est sans doute ce qu'il faut faire. Evidemment, il faudrait commencer par celles et ceux qui en ont le moins... Il faudrait contraindre la société par le haut, par les couches de population les plus aisées d'abord, mais il ne faut pas laisser croire aux classes moyennes qu'on va pouvoir échapper à des contraintes. Même l'empreinte raisonnable, classique d'un.e habitant.e occidental.e, on doit la diviser par quatre ! Il ne faut pas se dire qu'on va taxer les 1% et

que tout va bien aller. Non, on va avoir une contraction qui va impacter tout le monde. On essayait d'attirer l'attention sur le fait que contrainte ne signifie pas dictature. Parce que c'est là-dessus évidemment que les



adversaires de l'écologie viennent beaucoup. Il faut faire le distinguo entre les droits humains fondamentaux qu'on veut protéger et les libertés que j'appelle « fossiles », de consommation, ne sont pas des libertés fondamentales. Il existe déjà des restrictions pour tout un tas de choses dans notre société. Il y a plein de contraintes, plein de lois... c'est comme ça que les sociétés se donnent des balises. On doit faire progresser le débat démocratique sur « qu'est-ce qu'on se donne comme contrainte ? ». On ne pourra pas compter sur le bon vouloir des gens, il nous faut des contraintes fortes à décider collectivement.

Interview de Jean-François Rasschaert

Animateur CIEP